



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



**AGRICULTURE ET PECHE**

**ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS**

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

**DE LONDRES**

N°16 – 11 juillet 2022

## SOMMAIRE

### ROYAUME-UNI

- Le gouvernement britannique se dote d'une stratégie alimentaire.
- Plan stratégique de la NFU pour une augmentation de 30% des exportations agro-alimentaires à l'horizon 2030
- Mise en place d'un consortium scientifique pour lutter contre la grippe aviaire.
- Le Defra lance une consultation sur l'objectif Zéro émission pour le secteur marin
- Les rapports sur les conséquences du Brexit se multiplient.

### IRLANDE

- Une enveloppe de 55 millions d'euros pour soutenir la production de foin et d'ensilage
- Le gouvernement irlandais débloque 13 millions d'euros pour la filière porcine.
- Leo Varadkar affirme qu'aucun agriculteur ne sera contraint de cesser ses activités ou de réduire la taille de son troupeau.
- Un plan de 3 millions d'euros pour aider à développer le secteur local des semences de pomme de terre.
- Une campagne pour promouvoir la production de bœuf de race laitière
- Le Brexit a entraîné une réduction de 36% des importations irlandaises d'animaux vivants et de denrées alimentaires en provenance du Royaume-Uni.

### PAYS-BAS

- Le plan de réduction des émissions d'azote du gouvernement provoque colère des agriculteurs et tensions politiques.
- Dans un courrier au parlement, le ministre en charge de l'agriculture fait un point sur la stratégie protéines des Pays-Bas.
- Alors que les pêcheurs néerlandais qui manifestent leur mécontentement, le ministre Staghouwer présente un plan d'accompagnement du secteur vers plus de durabilité

## ROYAUME-UNI

### Le gouvernement britannique se dote d'une stratégie alimentaire.

Le 13 juin, le gouvernement britannique a présenté sa [stratégie alimentaire](#), le premier examen indépendant du système alimentaire de l'Angleterre depuis 75 ans. Ce document très attendu comporte avec 3 objectifs majeurs : garantir un secteur de l'agroalimentaire et de la pêche qui assurera la **sécurité alimentaire** et qui contribuera à offrir des **emplois de qualité** dans tout le pays ;

garantir une **alimentation abordable** mais aussi **locale, durable et respectueuse de l'environnement** pour tous les Britanniques ; garantir de **nouvelles opportunités d'exportations** pour les producteurs et **développer le choix des consommateurs grâce aux importations**, sans baisser le niveau des normes que ce soit sur les produits locaux ou importés.

Pour assurer son objectif de sécurité alimentaire, le gouvernement indique miser sur l'**innovation** en y consacrant des financements conséquents, notamment 270 million £ dans le « *Farming Innovation Program* » et 120 million £ en partenariat avec *UK Research and Innovation* (UKRI).

Afin d'**améliorer les habitudes de consommation** des Britanniques et lutter contre l'obésité, le gouvernement compte principalement sur l'éducation des jeunes consommateurs et la transparence de l'étiquetage. La taxe sur les produits sucrés ou salés, attendue par de nombreux commentateurs, n'a pas été mentionnée dans le documents.

Enfin, concernant les échanges commerciaux dans un contexte post-Brexit, le gouvernement affirme sa volonté d'ouvrir de **nouveaux marchés** (Inde par exemple). Il mentionne également son intention **d'alléger les contrôles aux frontières** (SPS notamment).

### Plan stratégique de la NFU pour une augmentation de 30% des exportations agro-alimentaires à l'horizon 2030

La *National Farmers' Union* (NFU) a présenté fin avril 2022 son plan stratégique « [augmenter nos exports agro-alimentaires à l'horizon 2030 et au-delà](#) ». Ce plan aussi appelé « 30,30,30+ » prévoit une hausse de 30% des exports d'ici 2030 afin de dépasser les 30 milliards de bénéfices liés aux exports agro-alimentaires.

### Mise en place d'un consortium scientifique pour lutter contre la grippe aviaire.

Le [consortium](#), dirigé par l'agence pour la santé animale et végétale (APHA) comprend huit des plus grandes organisations scientifiques du Royaume-Uni et a reçu 1,5 M£. Il est chargé d'élaborer de nouvelles stratégies pour lutter contre les futures épidémies de grippe aviaire et se concentrera notamment sur l'amélioration des connaissances relatives à la transmission de la faune sauvage aux élevages, la biosécurité, la modélisation de la propagation de l'infection, les facteurs de résistance, etc. Le communiqué de presse ne mentionne pas la vaccination.

## Le Defra lance une consultation sur l'objectif Zéro émission pour le secteur marin

Le 7 juin, le Defra a lancé une [consultation](#) pour recueillir des avis sur une approche durable du développement marin afin de parvenir à son objectif de zéro émission nette, tout en protégeant les espèces et les habitats marins. La consultation durera 12 semaines, et les réponses seront utilisées pour soutenir la mise en œuvre des projets d'infrastructure marine.

## Les rapports sur les conséquences du Brexit se multiplient.

Fin avril, la London School of Economics and Political Science (LES) a publié un [rapport](#) sur les impacts du Brexit sur les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Europe, en comparaison avec les échanges entre le RU et le reste du monde à la même période.

L'université d'Aston a analysé les effets de la fin de la période de transition du Brexit sur les exportations britanniques et indique que les exportations vers l'UE ont chuté de près de 16% au premier semestre. L'[étude](#) suggère que les mesures non tarifaires et surtout sanitaires phytosanitaires sont responsables de cette baisse.

Le groupe parlementaire transparti sur la pêche britannique a publié un rapport sur l'impact du Brexit sur l'industrie de la pêche britannique : "[Brexit : Voices of the UK fishing industry](#)" qui synthétise les points de vue du secteur de la pêche britannique sur la base de leur expérience au cours des 12 mois qui ont suivi le Brexit.

## IRLANDE

### Une enveloppe de 55 millions d'euros pour soutenir la production de foin et d'ensilage

Le 3 mai, le ministre a confirmé qu'un régime de soutien pour soutenir les agriculteurs par un paiement de 100 €/ha pour tout l'ensilage et le foin produit, jusqu'à un maximum de 10 ha, allait être mis en place, avec des paiements pouvant aller jusqu'à 1 000 € par agriculteur. Le ministre de l'agriculture a indiqué que les éleveurs laitiers seraient exclus de ce dispositif d'aide.

### Le gouvernement irlandais débloque 13 millions d'euros pour la filière porcine.

Au mois de mai, l'*Irish Farmers' Association* avait intensifié sa campagne de communication et de manifestations pour que le prix payé pour les porcs atteigne 2 €/kg d'ici le 1<sup>er</sup> juin.

Mi juin, le gouvernement irlandais a annoncé que 13 millions d'euros des 15,8 millions du fond européen alloué aux conséquences de la guerre en Ukraine allait être consacrés à la filière porc. Les 2,8 millions d'euros restant seront utilisés par le gouvernement irlandais pour soutenir les producteurs de fruits et légumes irlandais.

### Leo Varadkar affirme qu'aucun agriculteur ne sera contraint de

cesser ses activités ou de réduire la taille de son troupeau.

Lors d'une conférence du Fine Gael sur l'agriculture et l'Irlande rurale, le ministre des entreprises, du commerce et de l'emploi a indiqué qu'aucun agriculteur ne serait contraint de cesser ses activités afin d'atteindre les objectifs rigoureux en matière de changement climatique. Il a déclaré que l'Irlande adopterait des mesures "raisonnables" pour atteindre l'objectif gouvernemental d'une réduction de 51 % des émissions de carbone d'ici 2030.

### Un plan de 3 millions d'euros pour aider à développer le secteur local des semences de pomme de terre.

Le plan présenté par le ministre McConalogue prévoit un financement de 3 millions d'euros sur deux ans afin de développer le secteur de la production de semences de pomme de terre. Cela permettra notamment de financer des équipements spécialisés pour cette production, ainsi que des capacités de stockage et du marketing ciblé. Une grande partie des pommes de terre plantées en Irlande ces dernières années étaient importées, en particulier en provenance d'Ecosse (60% selon l'*Irish Farmers' Association*). Or, depuis le Brexit, les semences de pomme de terre en provenance de Grande-Bretagne ne sont plus autorisées à l'importation en UE.

### Une campagne pour promouvoir la production de bœuf de race laitière

Un nouveau programme qui se concentre sur la production de bœuf de race laitière, nommé

« DairyBeef500 » a été lancé par le ministre McConalogue.

Cette campagne a pour but de promouvoir l'élevage de bœuf de race laitière en montrant que c'est un type d'élevage valable socialement, environnementalement et financièrement.

### **Le Brexit a entraîné une réduction de 36% des importations irlandaises d'animaux vivants et de denrées alimentaires en provenance du Royaume-Uni.**

Un [rapport](#) de l'*Irish Maritime Development Office* (IMDO) a montré qu'une réduction importante (36%) des importations de denrées alimentaires et d'animaux vivants en provenance du Royaume-Uni par rapport à l'année précédente, estimée à 1,2 milliard d'euros en 2021. Ce rapport montre également que la Grande-Bretagne est le seul partenaire commercial de l'Irlande qui enregistre une baisse de ses exportations en 2021. Les importations de certaines denrées se sont alors reportées sur d'autres exportateurs, ainsi les importations de céréales en provenance du Canada ont augmenté de 34% (pour une baisse de 36% des importations en provenance du RU) et les importations de fruits et légumes en provenance des Pays-Bas ont augmenté de 42% (pour une baisse de 52% des importations en provenance du RU).

Les importations en provenance d'Irlande du Nord auraient augmenté de 25% en 2021 selon ce rapport.

## PAYS-BAS

### Le plan de réduction des émissions d'azote du gouvernement provoque colère des agriculteurs et tensions politiques.

Le nouveau plan gouvernemental présenté le 10 juin par les ministres Staghouwer de l'Agriculture et Mme Christianne Van der Wal chargée de la Nature et de l'Azote qui vise à réduire les émissions d'azote via notamment des cessations d'activité agricole. La principale nouveauté de ce plan est d'introduire des objectifs de réduction des composés azotés par zone variant de -12 à -70% selon les secteurs – cf. [carte](#). Les provinces ont jusqu'à juillet 2023 pour élaborer une stratégie pour atteindre ces objectifs (sans quoi l'État s'en chargera). Par ailleurs, l'État prévoit de définir des objectifs relatifs au climat et à la nature en octobre 2022, qui auront de même vocation à être traduits en moyens de mise en œuvre par les provinces d'ici juillet 2023.

En termes concrets, le gouvernement prévoit trois possibilités pour les agriculteurs concernés : cessation de l'exploitation, délocalisation de l'exploitation ou adaptation des pratiques agricoles. En termes budgétaires un budget global de 24,3Md€ sera dédié au financement de ces actions.

Dès sa publication, le plan, a provoqué de vives réactions et fait depuis la une de l'actualité nationale. Les agriculteurs multiplient les manifestations pour s'opposer au projet, avec des actions diverses : ralentissements sur les autoroutes par des tracteurs mais aussi, action surprise auprès de NOS (radio-télévision néerlandaise), vaches devant le parlement, blocage des centres de distribution des

supermarchés, et, par trois fois, des groupes ont tenté de manifester devant le domicile personnel de la ministre de la nature et de l'azote Christianne van der Wal, en forçant un barrage de police.

### Dans un courrier au parlement, le ministre en charge de l'agriculture fait un point sur la stratégie protéines des Pays-Bas.

Le ministre rappelle que l'objectif de la stratégie est de contribuer, dans les cinq à dix prochaines années, à accroître l'autosuffisance des Pays-Bas et de l'Union européenne en protéines, d'une manière durable et qui contribue à la santé des hommes, des animaux et de l'environnement. Quatre pistes d'action sont identifiées pour accroître l'offre nationale : (1) le développement de la culture de plantes riches en protéines pour la consommation humaine ; (2) le développement de protéines alternatives pour la consommation humaine et animale ; (3) l'augmentation de l'utilisation des insectes ; (4) l'utilisation accrue des flux résiduels. La cinquième piste retenue vise pour sa part à modifier l'équilibre entre la consommation de protéines animales et végétales.

Le ministre insiste sur sa volonté d'accompagner le développement de culture de plantes riches en protéines destinées à la consommation humaine et spécifiquement adaptées aux conditions néerlandaises, en citant l'exemple des légumineuses telles que les fèves et les lupins, ces dernières contribuant de plus à la fixation de l'azote et à l'amélioration des sols. Il cite également des exemples d'acteurs investis sur ce sujet dans la Food Valley. Enfin, le ministre fait référence aux discussions en cours au niveau européen sur la lutte contre la déforestation

importée, soulignant l'engagement des Pays-Bas sur le sujet.

Alors que les pêcheurs néerlandais qui manifestent leur mécontentement, le ministre Staghouwer présente un plan d'accompagnement du secteur vers plus de durabilité

Les pêcheurs néerlandais ont bloqué certains ports le 4 juillet, s'inquiétant à la fois de la hausse des prix du carburant mais aussi des conséquences du Brexit, de l'implantation de parcs éoliens et de l'interdiction européenne de la pêche électrique.

En parallèle, le ministre en charge de la pêche développe dans un courrier au parlement sa vision pour le secteur. Il annonce la création d'un programme d'innovation / agenda pour l'innovation 2022-2030 qui vise à accompagner la transition vers un secteur « plus petit, plus agile et plus diversifié ». Ce programme s'intéressera en priorité à la mer du Nord et doit s'appuyer sur une concertation accrue des acteurs, avec l'objectif de finaliser son contenu à l'été 2023. Il annonce une enveloppe globale de 444 M€ comprenant à la fois des mesures de sortie de flotte, de modernisation et d'innovation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)